

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

**COMMUNAUTE URBAINE LE HAVRE SEINE METROPOLE
VILLE DU HAVRE**

VILLE DE SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC

VILLE DE ROLLEVILLE

VILLE DE MONTIVILLIERS

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MONTIVILLIERS

VILLE DE SAINTE-ADRESSE

POUR L'ACQUISITION DE

VETEMENTS DE TRAVAIL

EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

ET

PRESTATIONS D'ENTRETIEN ASSOCIEES

* *

*

La COMMUNAUTE URBAINE LE HAVRE SEINE METROPOLE, représentée par son Président, ou son représentant, agissant en vertu d'une décision du Bureau communautaire en date du 25 juin 2026,

La VILLE du HAVRE, représentée par son Maire, ou son représentant, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 29 juin 2026,

La VILLE de SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC, représentée par son Maire, ou son représentant, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 7 juillet 2026,

La VILLE de ROLLEVILLE, représentée par son Maire, ou son représentant, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 15 juin 2026,

La VILLE de MONTIVILLIERS, représentée par son Maire, ou son représentant, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 8 juin 2026,

Le CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de MONTIVILLIERS représenté par sa Vice-Présidente, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 16 juin 2026,

La VILLE de SAINTE-ADRESSE, représentée par son Maire, ou son représentant, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 29 juin 2026,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en application de l'article L. 2113-6 du code de la commande publique.

La Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, la Ville du Havre, la Ville de Saint-Romain-de-Colbosc, la Ville la Rolleville, Ville de Montivilliers, le Centre Communal d'Action Sociale de Montivilliers et la Ville de Sainte-Adresse conviennent, par cette convention, de se grouper afin de lancer une consultation pour la passation d'accords-cadres à bons de commande portant sur l'acquisition de vêtements de travail, d'équipements de protection individuelle et de prestations d'entretien associées.

ARTICLE 2 - DATE D'EFFET

Conformément à l'article L. 2131-1 du CGCT, la présente convention est exécutoire à compter de sa transmission au contrôle de légalité et est applicable à compter de sa notification aux cocontractants.

ARTICLE 3 - DUREE

La présente convention s'applique durant toute la période d'exécution des accords-cadres à bons de commande qui seront conclus dans le cadre de l'appel d'offres lancé conformément aux dispositions de la présente convention ainsi que pour toutes les relances nécessaires.

ARTICLE 4 - MISE EN OEUVRE

Le coordonnateur

La Communauté Urbaine est désignée coordonnateur de ce groupement. Dans sa mission, elle est représentée par son Président en exercice ou son représentant.

A ce titre, elle est chargée de l'organisation des opérations de sélection des soumissionnaires, à savoir :

- . Elle élabore le dossier de consultation dans le respect des conditions et besoins définis par chacun des membres.

- . Le secrétariat de sa commission d'appel d'offres (CAO) rédige et envoie les avis d'appel public à la concurrence puis, à l'issue de la consultation, les avis d'attribution. Il est seul habilité à transmettre des informations aux soumissionnaires en cours et à l'issue de la consultation.

- . Au terme du délai de publicité, dans le cadre de l'analyse des offres qu'il effectue, le coordonnateur invitera un représentant de chacun des membres du groupement à participer à l'évaluation des articles pour lesquels il aura demandé des échantillons.

- . Le coordonnateur établit le rapport d'analyse en vue de sa présentation à la commission d'appel d'offres.

- . Après désignation des attributaires, le coordonnateur adresse les pièces contractuelles des accords-cadres aux membres du groupement, chacun pour ce qui le concerne, pour signature.

- . Il rédige le rapport de présentation et procède à la notification de l'ensemble des accords-cadres aux titulaires désignés après les avoir transmis au contrôle de légalité.

- . En fin de procédure, le coordonnateur adresse les accords-cadres notifiés à tous les membres, chacun pour ce qui le concerne, pour exécution.

Le coordonnateur est également chargé, le cas échéant, d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour la procédure dont il a la charge, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défenseur. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

Les cocontractants

- . Les cocontractants s'engagent, chacun pour ce qui les concerne, à signer avec les titulaires désignés par la CAO les accords-cadres résultant de la consultation régie par la présente convention et à les exécuter conformément aux dispositions prévues au cahier des charges.

- . Outre l'information du coordonnateur au moins une fois par an de la qualité d'exécution des accords-cadres par les prestataires, les cocontractants devront mettre en œuvre d'éventuelles mesures coercitives à leur égard (application des pénalités prévues, mises en demeure, etc...) en cas de non-respect de leurs obligations contractuelles.

- . La conclusion d'éventuels avenants incombera à chacun des membres pour ce qui le concerne. Toutefois, en cas de problématiques communes, le coordonnateur pourra se charger de la rédaction des projets d'avenants, lesquels devront être validés, signés, notifiés et exécutés par les instances respectives de chacun des membres.

Les besoins à satisfaire

Après le recensement effectué par le coordonnateur, le dossier de consultation d'entreprises sera alloué comme suit :

- . Lot n° 1 : Vêtements de travail
- . Lot n° 2 : Equipements de protection individuelle (EPI règlement européen 2016-425)
- . Lot n° 3 : Accessoires et chaussants de protection individuelle (EPI règlement européen 2016-425)
- . Lot n° 4 : Protections auditives moulées
- . Lot n° 5 : Tenues à usage publicitaire
- . Lot n° 6 : Uniformes, équipements et accessoires pour Police municipale
- . Lot n° 7 : Uniformes, équipements et accessoires pour Brigade urbaine prévention proximité
- . Lot n° 8 : Housses et gilets pare-balles pour Police municipale et Brigade urbaine prévention proximité
- . Lot n° 9 : Chaussures pour Police municipale et Brigade urbaine prévention proximité
- . Lot n° 10 : Lavage et entretien des vêtements et des EPI.

La Commission d'Appel d'Offres

La Commission d'Appel d'Offres compétente pour désigner les titulaires des accords-cadres issus de la consultation pour ce groupement de commandes est celle du coordonnateur, la Communauté Urbaine. Un agent des collectivités contractantes sera invité à participer, à titre consultatif, à la réunion de décision.

La consultation

Elle prendra la forme d'un appel d'offres ouvert et, en cas d'infructuosité, la procédure pourra être poursuivie conformément au code de la commande publique.

Le coordonnateur est seul habilité à négocier avec les soumissionnaires dans le cadre de la poursuite de la consultation.

Les engagements contractuels seront les suivants :

VETEMENTS DE TRAVAIL

EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET PRESTATIONS D'ENTRETIEN ASSOCIEES

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Envoyé en préfecture le 15/06/2026
 Reçu en préfecture le 15/06/2026
 Publié le 15/06/2026
 ID : 076-217604479-20260608-M_DL260608_127B-DE

webdelib

Numéro et intitulé des lots	CU	VDH	ST ROMAIN DE COLBOSC	ROLLEVILLE	MONTIVILLIERS		SAINTE- ADRESSE	TOTAL
					VILLE	CCAS		
	MONTANTS MAXIMUMS HT			POUR UNE DUREE FERME			DE QUATRE ANS	
Lot 1 : Vêtements de travail.	1 800 000 €	1 400 000 €	4 000 €	2 200 €	90 000 €		2 000 €	3 298 200 €
Lot 2 : Equipements de protection individuelle (EPI règlement européen 2016-425).	1 300 000 €	350 000 €	12 000 €	1 200 €	64 000 €		48 000 €	1 775 200 €
Lot 3 : Accessoires et chaussants de protection individuelle (EPI règlement européen 2016-425).	3 000 000 €	1 200 000 €	6 000 €	1 600 €	68 000 €	32 000 €	8 000 €	4 315 600 €
Lot 4 : Protections auditives moulées.	45 000 €	45 000 €	2 000 €	400 €	10 000 €		2 400 €	104 800 €
Lot 5 : Tenues à usage publicitaire.	250 000 €	215 000 €						465 000 €
Lot 6 : Uniformes, équipements et accessoires pour Police municipale.		300 000 €	4 000 €				8 000 €	312 000 €
Lot 7 : Uniformes, équipements et accessoires pour Brigade urbaine prévention proximité.		550 000 €						550 000 €
Lot 8 : Housses et gilets pare-balles pour Police municipale et Brigade urbaine prévention proximité.		180 000 €	4 000 €				8 400 €	192 400 €
Lot 9 : Chaussures pour Police municipale et Brigade urbaine prévention proximité.		200 000 €	4 000 €				2 800 €	206 800 €
Lot 10 : Lavage et entretien des vêtements et des EPI.	650 000 €	650 000 €					20 000 €	1 320 000 €
TOTAL	7 045 000 €	5 090 000 €	36 000 €	5 400 €	232 000 €	32 000 €	99 600 €	12 540 000 €

Les seuils ont été déterminés après recensement des besoins des cocontractants par le coordonnateur.

 Collectivités non intéressées par la prestation du lot considéré.

Les accords-cadres

Les accords-cadres à bons de commande, sans montant minimum, seront conclus pour une durée formelle de quatre ans à compter de leur notification, à l'exception des accords-cadres relatifs aux lots 6, 8 et 9 qui seront effectifs à compter du 1^{er} août 2027 au plus tôt.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES***Frais de fonctionnement***

Les éventuels frais de fonctionnement du groupement ainsi que les frais de publicité et de reprographie relatifs à la passation des accords-cadres sont à la charge du coordonnateur.

Modalités de facturation***Les achats directs***

Chaque cocontractant procède à l'émission des bons de commande et aux engagements de dépense sur ses crédits propres.

Les cocontractants assurent chacun pour ce qui les concerne le paiement des factures séparées qui seront émises par les titulaires des accords-cadres.

Les achats sur stock

L'engagement des dépenses et les règlements sont assurés en totalité par le coordonnateur sur ses crédits.

Les cocontractants s'engagent, chacun pour ce qui les concerne, à rembourser au minimum une fois par an les sommes dues au titre des achats effectués sur le stock de la Communauté Urbaine sur présentation d'une facture détaillée établie par le coordonnateur. Toutefois, en fonction de l'évolution des consommations, le coordonnateur pourra être amené à demander le paiement d'acomptes en cours d'année.

Versement d'indemnités

Chaque cocontractant fera son affaire des indemnités dues aux titulaires des accords-cadres conclus dans le cadre de la présente convention pour non-respect des engagements contractuels ou tout autre motif.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITE

Chaque membre du groupement est responsable des accords-cadres dont il a la charge.

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention.

Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers, de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

ARTICLE 7 - MODALITES DE RETRAIT

Chaque membre conserve la possibilité de se retirer du groupement.

Le retrait, constaté par une décision selon ses règles propres, doit toutefois être notifié au coordonnateur avant le lancement de la consultation d'entreprises. Un avenant sera alors passé pour entériner cette décision.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DE L'ACTE CONSTITUTIF

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par avenant dans les mêmes termes par les cocontractants.

Les décisions des assemblées délibérantes prises en ce sens par chacun des membres sont notifiées aux autres membres.

La modification ne prend effet que lorsque tous les membres ont approuvé les modifications.

ARTICLE 9 - RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements contractuels, la convention pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, sans recours à la justice et sans préjudice, de toute demande de dommages et intérêts, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 10 jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 - CONTENTIEUX

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui ne pourrait être résolu de manière amiable entre les parties sous un délai de 30 jours suivant sa constatation par voie recommandée par la partie la plus diligente, le tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

Fait au Havre,
le

Christine CORMERAIS
Adjointe au Maire
VILLE du HAVRE

Pascal LEPRETTRE
Maire
VILLE de ROLLEVILLE

Agnès SIBILLE
Vice-Présidente
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
de MONTIVILLIERS

Jérôme DUBOST
Maire
VILLE de MONTIVILLIERS

Clotilde EUDIER
Maire
VILLE de SAINT-ROMAIN-de-COLBOSC

Pierre-Jean BAUDOUARD
Maire
VILLE de SAINTE-ADRESSE

Olivier ROCHE
Vice-Président
COMMUNAUTE URBAINE
LE HAVRE SEINE METROPOLE